

Le Conseil du Territoire PARIS TERRES D'ENVOL

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège
Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de Membres en exercice : 71
Présents : 42
Excusés : 21
Absents : 8

REUNION DU 3 JUILLET 2017

Le Président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le **13 JUL. 2017**

L'an DEUX MILLE DIX SEPT, le LUNDI TROIS JUILLET à VINGT HEURES, le Conseil de Territoire, dûment convoqué le VINGT SEPT JUIN DEUX MILLE DIX SEPT, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno Beschizza.

ETAIENT PRESENTS : M. ARDJOUNE Madani, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. CANNAROZZO Frank, M. CAPO-CANELLAS Vincent, M. CARRE Julien, M. CHALLIER Guy, Mme COCOZZA Merzouba, Mme COMAYRAS Christine, M. CONTY Albert, Mme DE CARVALHO Virginie, M. FLEURY Stéphane, M. GATIGNON Stéphane, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAURENT Daniel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme LEVE Séverine, M. MANGIN Anthony, Mme MARCHOIS Maryline, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, M. MONTES Mathieu, Mme PINHEIRO Amélie, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGNA Fatou, Mme SAGO Aïssa, Mme SEGURA Angela, Mme VALLETON Martine, Mme VANDENABELLE Bernadette, Mme VAUBAN Maryline, Mme VERTE Monique, Mme WANLIN Elsa, M. WATTEZ Robert, M. ZANGRILLI François,

EXCUSES Mme ARAB Dalila, M. ASENSI François, Mme AUTAIN Clémentine, M. BARON Stéphane, Mme BOUR Patricia, M. CAHENZLI Denis, M. CHABANI Hamid, M. CHAUSSAT Jacques, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GRAMFORT Mathieu, Mme LAGNEAU Muriel, Mme MABCHOUR Najet, M. MARIOT Claude, Mme MARQUETON Céline, M. MILLARD Jean-Luc, Mme QUERUEL Marie-Jeanne, M. SALINI Stéphane, Mme YERRO Georges-Marie,

AYANT DONNE POUVOIR A M. BAILLON Jean-François, M. MONTES Mathieu, Mme JAOUANI Amel, Mme VALLETON Martine, Mme COMAYRAS Christine, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme VANDENABELLE Bernadette, M. ARDJOUNE Madani, Mme SAGNA Fatou, M. ZANGRILLI François, M. GATIGNON Stéphane, M. LAURENT Daniel, M. CANNAROZZO Frank, Mme COCOZZA Merzouba, M. CHALLIER Guy, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. MANGIN Anthony,

ABSENTS M. AMARI Farid, M. BOUMEDJANE Karim, M. MAHMOUDI Yacine, M. MEIGNEN Thierry, Mme MOREIRA Véronique, M. NICOLAS Frédéric, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël,

SECRETAIRE DE SEANCE Mme DE CARVALHO Virginie

DELIBERATION n°102 – PERSONNEL – ATTRIBUTION D'INDEMNITES D'ASTREINTES OU DE PERMANENCE POUR LE PERSONNEL DE L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL

Le Conseil de Territoire,
Après avoir entendu l'exposé de Mme LEVE Séverine,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L5219-5,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20170703-102-03-07-2017-
DE
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017

Vu le décret n°2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au bénéfice de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur

Vu le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement

Vu l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur,

Vu le budget général,

Considérant qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail et que la permanence correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou lors d'un jour férié.

Considérant que les agents des collectivités territoriales bénéficient d'une indemnité ou, à défaut, d'un repos compensateur lorsqu'ils sont appelés à participer à une période d'astreinte, avec ou sans intervention, ou de permanence.

Considérant que pour les besoins de la collectivité il y a lieu d'instaurer le régime des astreintes et des permanences, ainsi que les indemnités qui s'y rattachent,

Après en avoir délibéré,

- **Décide** de la mise en place de périodes d'astreintes ou de permanences à compter du 1^{er} juillet 2017.
- **Dit** que toute intervention lors des périodes d'astreintes sera récupérée ou indemnisée selon les barèmes en vigueur.
- **Dit** que ces indemnités sont attribuées de manière forfaitaire et suivront les taux fixés par arrêtés ministériels
- **Dit** que la rémunération et la compensation des astreintes et des permanences ne peuvent être accordées aux agents bénéficiant d'une concession de logement par nécessité absolue de service, ainsi qu'aux agents détachés dans des emplois administratifs de direction bénéficiant d'une nouvelle bonification indiciaire au titre de l'exercice de fonctions de responsabilité supérieure.

A l'unanimité



Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20170703-102-03-07-2017-
DE
Date de télétransmission : 11/07/2017
Date de réception préfecture : 11/07/2017